

Nîmes, le 25 février 2008

INSTALLATIONS CLASSEES

Département du GARD
Subdivision Environnement

OBJET.- Conditions de fonctionnement.

Désignation de l'exploitant :

S.A COMPTOIR AGRICOLE DU LANGUEDOC
Les Tourelles
30220 AIGUES-MORTES

Etablissement concerné :

Silos de stockage de céréales
de **VAUVERT** - Lieu-dit Les Tourelles

RAPPORT AU CODERST

1.- OBJET DU PRESENT RAPPORT.

Le présent rapport a pour objet de prendre en considération les conclusions de l'actualisation de l'étude des dangers dont les derniers compléments ont été fournis le 11 janvier 2008 et de prescrire la réactualisation des prescriptions techniques applicables à cette activité de stockage de céréales, grains et produits alimentaires.

2.- RENSEIGNEMENTS SUR L'ETABLISSEMENT.

La société COMPTOIR AGRICOLE DU LANGUEDOC, qui exploite des silos de céréales composés majoritairement de riz, est à ce jour réglementé par les documents administratifs ci-après :

- arrêté préfectoral n° 00.145 N du 29 septembre 2000
- récépissé de déclaration n° 02.127 N du 8 août 2002 pour le dernier silo plat en béton de 10 000 m³
- récépissé de déclaration n° 03.080N du 26 mai 2003 pour le déplacement du dépôt de gaz
- récépissé de déclaration n° 06.105N du 12 octobre 2006 pour la création de la rizerie

Le site se trouve en bordure du CD 58 (d'Aigues-Mortes aux Saintes-Maries), en limite des communes de Vauvert, le Cailar et Saint-Laurent-d'Aigouze, dans un secteur isolé de la Petite Camargue.

Les silos sont implantés au cœur de l'exploitation agricole de MM. MADAR André et Patrick qui sont, respectivement, président directeur général et directeur général du Comptoir Agricole du Languedoc.

Les bâtiments les plus proches sont les bureaux de l'entreprise et les villas des dirigeants précités, distants respectivement de 30 m, 100 m et 200 m des silos. Les mas isolés les plus proches se trouvent à 800 m des silos.

Le site est composé des installations suivantes :

- 4 silos verticaux métalliques d'une capacité totale de 41 460 m³ ;
- 2 silos plats en béton de 10 000 m³ chacun ;
- 1 réservoir de gaz de pétrole liquéfié de 30,6 t ;
- un atelier d'usinage, blanchiment et de conditionnement de riz (rizerie).

3.- CONTEXTE REGLEMENTAIRE NATIONAL.

L'activité relative aux silos de céréales est, à ce jour, réglementée l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, modifié le 23 février 2007 qui a abrogé celui en date du 29 juillet 1998.

Le nouvel arrêté ne décrit plus les moyens de prévention des risques d'incendie et d'explosion à mettre en place mais fixe des obligations de résultats, en confiant aux industriels la responsabilité de mettre en œuvre les moyens permettant d'y parvenir.

Un guide de l'état de l'art, réalisé par l'INERIS au mois d'avril 2005 pour l'application du nouvel arrêté et préconisé par le ministère chargé de l'environnement, recense les moyens techniques et organisationnels à mettre en œuvre pour y satisfaire.

En outre, l'arrêté du 29 mars 2004 modifié a prescrit pour les installations existantes un délai maximal de deux ans pour la fourniture de compléments de l'étude de dangers justifiant le choix des mesures de prévention et prenant en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie explicitée.

Enfin, il y a lieu de rendre applicable au dépôt de propane, relevant du régime de la déclaration, les dispositions de l'Arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées.

4.- ETUDE DE DANGERS.

Par un courrier en date du 16 juin 2006, l'exploitant a transmis l'actualisation de l'étude de dangers, complétée conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel précité.

L'inspection a considéré que l'étude n'était pas recevable en l'état et devait faire l'objet de compléments et d'éclaircissements. Dans son rapport en date du 4 septembre 2006, l'inspection a proposé à la préfecture de demander à l'exploitant d'y apporter les compléments nécessaires.

L'exploitant en a été informé par un courrier de la préfecture du Gard en date du 12 septembre 2006. Il a confié au bureau d'études de l'APAVE la rédaction desdits compléments qui ont été fournis le 11 janvier 2008.

L'actualisation de l'étude des dangers est à ce jour recevable.

Il y a lieu de préciser que par une circulaire du 23 février 2007 le ministère chargé de l'environnement a fixé la liste des silos dits « à enjeux très importants » (anciennement silos sensibles). Le silo de Vauvert ne figure pas sur cette liste eu égard à son éloignement des secteurs urbanisés, des voies de circulation et de sa constitution (silos métalliques et toitures légères soufflables).

5.- ETUDE TECHNIQUE-EXAMEN DES NUISANCES.

L'établissement autorisé comprend une rizerie et 6 silos métalliques ou en parois en éléments béton préfabriqués, pour les silos plats dont les principales caractéristiques sont précisées dans le tableau ci-après :

N° du silo	Année de construction	Produits stockés	Capacité totale (m ³)	Nombre de cellules	Type	Hauteur	Toiture
1	1979	Céréales (blé, riz, maïs)	7260	14	Silo à axe horizontal métallique	16 m	Couverture légère par plaques Fibro-ciment
2	1984	"	9 180	10	"	16 m	"
3	1986	"	10 860	6	"	16 m	"
4	1986	"	14 160	10	"	16 m	"
5	2000	riz	10 000	1	Silo plat	9m	"
6	2002	riz	10 000	2	Silo plat	9m	"
Rizerie	2005/2006	riz	1120	17	Silo plat	6,5m	"

TOTAL : 62 580 m³

5.1- Pollution des eaux :

Le stockage de céréales et l'activité de nettoyage et usinage du riz ne nécessite pas d'eau.

L'eau est utilisée uniquement pour les besoins domestiques du site, au niveau des bureaux et des locaux sociaux.

Les eaux usées sont traitées par une fosse septique puis évacuées par des drains filtrants.

5.2- Pollution atmosphérique :

Les émissions de poussières se situent au niveau des installations de nettoyage des céréales, de séchage et de manutention (jetées d'élévateurs).

Les circuits d'aspiration des poussières transitent par des installations de dépoussiérage (cyclones et filtres à manches) avant rejet à l'atmosphère.

La concentration en poussières de l'air rejeté à l'extérieur doit être inférieure à 40 mg/N.m³. Les filtres à manches permettent le respect de cette valeur limite sans difficulté.

5.3- Bruit :

Les bruits ont pour origine essentiellement les installation de ventilation des silos.

Les ventilateurs seront installés dans des abris fermés et insonorisés.

Les bruits générés par ces installations ne sont pas perceptibles au niveau des riverains les plus proches, qui sont éloignés de plus de 800m des sources de bruit.

5.4- Déchets :

Ils ont pour origine principale le nettoyage des céréales. Il s'agit de poussières minérales (terre) et organiques (enveloppes des graines, brisures).

Ces déchets sont valorisés en agriculture après compostage ou bien vendus à l'extérieur comme combustible.

5.5- Transport - approvisionnement :

L'accès aux silos s'effectue à partir du CD n°58.

Le trafic induit par l'établissement représente 1% du trafic moyen de cette route.

5.6- Risques d'incendie et d'explosion :

5.6.1. Risques d'explosion.

Il s'agit de la principale nuisance potentielle de ce type d'installation.

Les mesures constructives et d'exploitation des silos retenues, limitent l'étendue et l'occurrence de ce risque.

- Eloignement des zones habitées par des tiers et des zones occupées (bureaux, locaux sociaux à plus de 25m°
- Taux de rotation des céréales très faible (1),
- Silos de faible hauteur (9 m) désigné sous le vocable de silo plat, pour les deux derniers,
- Pignons et toitures en matériaux légers (bacs acier) qui constituent des surfaces soufflables limitant les effets de surpression,
- Découplage entre les tours de manutention et les galeries de reprise,
- Fosses de réception des céréales extérieures aux silos,
- Prévention des charges électrostatiques (équipotentialité des installations, bandes transporteuses et sangles d'élévateurs antistatiques),
- Permis de feu, interdiction de fumer
- Détermination des zones à atmosphères explosives (zones ATEX) et mise en conformité des matériels électriques présents dans ces zones,
- Formation du personnel, consignes d'exploitation,
- Protection contre les effets de la foudre,
- Aspiration centralisée asservie au démarrage des installations de manutention,
- Nettoyage périodique des accumulations de poussières sur les parois et les sols des silos.

5.6.2. Risques d'incendie.

Ils sont liés au caractère combustible des produits stockés. Il s'agit toutefois de combustion à cinétique lente.. La prévention du risque d'incendie s'effectue, par la mise en place des équipements et mesures listés ci-après, en compléments de certaines dispositions déjà citées ci-dessus :

- Equipements de manutention (transporteurs et élévateurs à godets) difficilement propagateurs de la flamme,
- Prévention des échauffements par la mise en place de sécurités qui stoppent le fonctionnement de l'équipement défaillant (capteurs de température, de déport de bande, contrôleurs de rotation, disjoncteurs intensité moteur),
- Contrôle de la température des céréales stockées (silothermométrie),
- Ventilation des cellules,
- Plan de maintenance des matériels pour prévenir les échauffements,
- Contrôle annuel des matériels électriques.

5.6.3. Matériel de lutte contre l'incendie.

La lutte contre l'incendie est assurée à partir des moyens recensés ci-après :

- 4 poteaux d'incendie reliés au réseau de la compagnie du Bas-Rhône, permettant un débit simultané de 150 m³/h
- des colonnes sèches installées dans les tour de manutention et les séchoirs
- des extincteurs à poudre, à eau pulvérisée et à CO2
- une rampe d'arrosage pour le refroidissement de la citerne de gaz propane
- un plan d'urgence

5.6.4. Conclusions de l'actualisation de l'étude des dangers.

La présente étude a permis d'examiner la situation des silos vis à vis des dispositions réglementaires rappelées au paragraphe 3 du présent rapport.

Elle a permis de constater qu'aucune dérive accidentelle n'est susceptible de conduire à un événement majeur critique.

Elle a recensé quelques écarts et actions à mettre en place afin d'améliorer le degré de sécurité du site et a proposé des délais de réalisation des travaux correspondants.

Ces actions et les délais nécessaires sont listées ci-après :

- réalisation du diagnostic et mise en conformité des équipements non électriques et électriques situés dans les zones ATEX : six mois ;
- vérification périodique et exhaustive de la mise à la terre et de l'équipotentialité des équipements de convoyage et de stockage : un mois ;
- mise en place des préconisations de l'étude foudre : neuf mois ;
- mise en place d'une canalisation de décharge sur l'évent du filtre à manches du silo N°4 : trois mois ;
- contrôle du débit et de la pression des poteaux d'incendie : un mois ;
- formalisation de la formation du personnel et des consignes d'exploitation et d'intervention : un mois ;
- mise en place d'un registre des événements précurseurs (article 5 de l'AM du 29.03.2004) : un mois ;
- transmission au SDIS de la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement : un mois ;

6.- CONCLUSIONS - PROPOSITIONS :

Les prescriptions techniques applicables au site doivent prendre en compte, l'évolution réglementaire applicables aux installations de stockage de céréales et les conclusions de l'actualisation de l'étude des dangers.

C'est pourquoi, compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté pris en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, réactualisant les prescriptions techniques applicables aux installations classées exploitées par la société **COMPTOIR AGRICOLE DU LANGUEDOC** sur le territoire de la commune de VAUVERT.

L'Inspecteur des installations classées,

Avis conforme,
Nîmes, le 25 février 2008
Le chef de la subdivision,